

## RPO 1 : La rentrée des classes à la direction de projet chargée des SPIP

### La CGT restera à l'offensive!

**Durant plus de 6 mois, les personnels des SPIP ont mené une lutte imaginative et combative pour une meilleure reconnaissance statutaire et indemnitaire de leurs missions, et ont obtenu un certain nombre d'avancées notables et significatives – avancées sur lesquelles la CGT insertion probation sera particulièrement vigilante pour leur mise en œuvre.**

Durant plus de 6 mois, la CGT insertion probation a soutenu cette lutte en intersyndicale et s'est battue de manière acharnée pour l'aboutissement des revendications légitimes des personnels. La CGT a donc fait le choix, comme les autres OS de l'intersyndicale, de ne participer à aucune réunion relative aux travaux en cours sur les pratiques professionnelles dans les SPIP.

**Mais pendant ce temps, la direction de projet a continué de « bosser », en faisant mine de n'être pas perturbée par le mouvement social et nous impose donc désormais une rentrée intensive en mode marathon!**

**Pourquoi ?** Parce que malgré le départ imminent d'Isabelle Gorce à la tête de la DAP, la direction de projet SPIP vient d'être renouvelée jusqu'à décembre 2017 et a encore des tonnes de devoirs à rendre – enfin des travaux à terminer !

**La direction projet des SPIP, qu'est ce que c'est déjà?** C'est la direction de projet directement rattachée à la direction de l'administration pénitentiaire chargée depuis plus de deux ans, dans le sillage de la réforme pénale sur la contrainte pénale et la conférence de consensus, de « travailler à l'élaboration et la

*construction d'une doctrine partagée et une méthodologie d'intervention pour les personnels des SPIP ». C'est ainsi que le manuel de contrainte pénale a été adopté en septembre 2015, qu'un futur manuel de la libération sous contrainte va nous être présenté, qu'une recherche action sur les outils d'évaluation est terminée et enfin ce ne sont pas moins de 4 référentiels sur les pratiques professionnelles (RPO) qui sont en cours d'élaboration ! Pour rappel, le RPO 1 est le référentiel des pratiques opérationnelles consacré à la méthodologie de l'intervention des SPIP qui devrait être complété par trois autres consacrés aux compétences et aux qualifications des professionnels (RPO 2), à l'organisation et au fonctionnement des services (RPO3) et aux outils de pilotage et d'évaluation de l'activité des services (RPO4).*

### Rien que ça ! Et il ne reste que 14 mois !

Ainsi la CGT insertion probation était conviée à une réunion multilatérale de présentation de la *version 2 Bis* du RPO 1, et **une fois de plus la direction de projet impose aux organisations syndicales un timing extrêmement serré !**

Pour la CGT insertion probation, il était urgent de réaffirmer, lors de cette réunion, deux points importants à la direction de projet.

**D'une part sur la méthodologie de la consultation des organisations syndicales** qui représentent l'ensemble des personnels des SPIP, la CGT refuse que cette consultation ne soit que de façade et exige une réelle concertation ! Ainsi si la CGT accepte de se rendre aux futures réunions de travail c'est uniquement si l'administration accepte de discuter véritablement nos propositions, sinon la

CGT se réserve le droit d'aller directement au CT SPIP, où la CGT est le syndicat largement majoritaire, pour soumettre ses amendements !

**D'autre part, sur le fond**, la CGT insertion probation a rappelé qu'elle avait déjà fait de nombreuses propositions et contributions pour enrichir le débat (cf. [cliquer ici](#)) et qu'elle continuera de le faire.

**Il est indéniable que le RPO 1 contient des orientations portées de longue date par la CGT.**

A la lecture de ces pages (nombreuses), la CGT constate en effet que la DAP réinvente la roue et redécouvre ce que la CGT martèle depuis longtemps : **la nécessité de remettre la personne suivie au centre de la prise en charge et une indispensable posture professionnelle dont l'outil principal est la relation d'aide avec la personne !**

La DAP s'évertue donc à mettre un vernis scientifique en parlant des GLM ou des CCP... **ou comment le gros mot travail social devient « chic » lorsqu'il est en anglais ou canadien !**

Pour autant, la CGT continuera d'affirmer que ces travaux en cours poursuivent un objectif critiquable et dénie les réalités de travail des personnels.

En effet la direction de projet l'affirme clairement : la finalité de l'évaluation du public est bien l'évaluation du niveau de risque de récurrence mais nuance son propos en indiquant que cette évaluation n'a pas pour but de neutraliser la personne suivie mais bien de jauger de l'intensité de l'intervention nécessaire du SPIP.

Or sur ce point, la CGT est opposée! **Non la finalité de l'intervention des SPIP ne peut et ne doit pas être la seule prévention de la récurrence basée sur la seule évaluation du risque !** Cette évaluation du risque de récurrence n'a d'autre objectif que de **neutraliser la personne suivie en l'inscrivant dans des programmes de prises en charge visant la gestion de flux avec des inévitables restrictions budgétaires et un asservissement des professionnels aux outils d'évaluations.** Ainsi la CGT insertion probation

**réaffirme son opposition à l'introduction d'un outil d'évaluation du public** tel que l'administration l'envisage actuellement, outil basé essentiellement sur des logiques assurantielles et actuarielles visant à atteindre une cotation et chiffrer un risque de récurrence.

**La CGT dénonce ces logiques de marchandisation qui traversent actuellement de manière inquiétante tous les secteurs du travail social.**

Ainsi la CGT restera particulièrement vigilante et force de propositions afin que ces logiques n'aient pas leur place dans un tel référentiel qui au contraire devrait constituer un réel appui pédagogique pour les professionnels de terrain.

**Enfin la CGT insertion probation dénonce l'oubli des réalités de travail et l'insuffisance de la formation initiale et continue !** En effet si les personnels sont toujours favorables à l'enrichissement de leurs pratiques professionnelles, ils le peuvent d'autant plus si l'administration leur offre des conditions de travail dignes permettant cette réflexion. Or actuellement les charges de travail sont toujours aussi délirantes, particulièrement incompatibles avec ce type de référentiel !

**La CGT continue donc de lutter pour :**

- **Des conditions de travail dignes** (recrutement et fonctionnement des SPIP)
- L'élaboration **d'organigrammes** de référence et la mise en place **d'un ratio** de prise en charge
- Une **formation de qualité** de l'ensemble des personnels à la hauteur des missions
- La **défense du sens de nos missions** qui ne devront jamais servir des intérêts sécuritaires visant à transformer les SPIP en services de renseignement
- Une **politique pénale courageuse** favorisant la réinsertion de notre public et évitant l'inflation pénale
- Favoriser un **service public de qualité** au service de notre public.

La CGT Insertion Probation

UGFF-CGT 263, rue de Paris – case 542 – 93514 Montreuil Cedex

Téléphones 01.55.82.89.69 ou 01.55.82.89.71 – Courrier électronique : [spip.cgt@gmail.com](mailto:spip.cgt@gmail.com)

<http://www.cgtspip.org/>